

Le service minimum au TEC s'éloigne

C'est un virage à 180° par rapport à la ligne de conduite de son prédécesseur : Philippe Henry (Ecolo), ministre wallon de la Mobilité, n'entend pas imposer un service minimum dans les TEC lors des mouvements de grève. Il l'a confié en début de semaine à *Vers l'Avenir*. La mesure, agitée par André Antoine (CDH) lors des actions spontanées lancées par les chauffeurs de bus et réclamée par le MR, devrait rester au point mort sous l'Olivier. « Cela fait partie de l'accord de gouvernement, confirme le ministre. Dans les faits, personne ne sait comment organiser ce service minimum, notion qui est différente pour chaque usager du TEC. Je préfère prendre le parti de discuter en amont, avec tous les interlocuteurs sociaux, afin que la grève qui est un droit des travailleurs, ne soit utilisée qu'en dernier recours. » Philippe Henry souhaite que, par l'amélioration de la concertation sociale, les grèves inopinées soient limitées. « Ce qu'il faut aux usagers, c'est un service maximum, poursuit-il. De plus, réfléchir au service minimum ne contribuera pas à améliorer le climat de confiance avec les travailleurs. » Dans les rangs syndicaux, on applaudit. « Je salue cette initiative car ce n'est pas au ministre à s'immiscer dans les relations sociales », réagit Etienne Habay (SLFP). « Ces propos sont rassurants pour les travailleurs ; nous sommes demandeurs d'améliorer le dialogue social au sein des TEC », insiste Yves Depas (CGSP). Quant à Dominique Cabiaux

(CCSP), il observe que le service minimum « est souvent le faux nez que prennent pour avancer les adversaires du secteur public et du droit de grève ». Et d'ajouter : « Je considère cette position du ministre comme une main tendue. »

A l'instar des syndicats, Jean-Marc Vandembroucke, administrateur général de la Société régionale wallonne des transports (SRWT), note l'extrême difficulté à mettre en place un service minimum. « Nous privilégions la négociation et les pistes qui permettent de prévenir les conflits et les arrêts de travail. Le vrai problème, ce sont les grèves sauvages : il faut trouver des solutions, si possible négociées, pour les éviter. »

L'association des clients des transports publics (ACTP), elle, déchantée et accuse Ecolo de revirement.

« Avant les élections, nous avons interrogé les quatre grands partis à propos du service minimum dans les TEC, explique Arnaud Lahaut, conseiller en mobilité à l'ACTP. A l'époque, Jean-Michel Javaux avait répondu qu'Ecolo y était favorable. »

L'association déplore ce changement de cap, dénonçant « les grèves sauvages qui prennent les usagers au dépourvu » et la communication défailante de la direction des TEC quand les conducteurs débraient. « C'est un point que nous aborderons quand nous rencontrerons le ministre. »

■ PASCAL LORENT